



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)

Marché à procédure formalisée de gardiennage et sécurité incendie de l'École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse

Acte d'engagement (AE)

Acheteur public :

École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (ENPJJ)

16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de l'École Nationale de Protection
Judiciaire de la Jeunesse

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
Article 1.1 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public	3
Article 1.2 - Objet de la consultation	3
Article 1.3 - Décomposition des prestations en tranches et en lots.....	3
ARTICLE 2 – ACHETEUR PUBLIC	3
Article 2.1 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public.....	3
Article 2.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur	3
Article 2.3 - Comptable assignataire des paiements	3
ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT	3
Article 3.1 - Identification et engagement du candidat.....	3
Article 3.2 - Répartition des prestations (en cas de groupement conjoint)	5
Article 3.3 - Compte(s) à créditer	5
Article 3.4 - Début, durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.....	6
Article 3.5 - Délai de validité de l'offre.....	6
ARTICLE 4 – PRESTATIONS SOUS TRAITÉES	6
ARTICLE 5 –SIGNATURE DE L'OFFRE PAR LE CANDIDAT	8
ARTICLE 6 - ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	8
ARTICLE 7 – DATE D'EFFET DU MARCHÉ	9
ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT	9
DC 4 « ACTE DE SOUS-TRAITANCE »	9
ANNEXE 2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT.....	15
BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES.....	15
ANNEXE 3 A L'ACTE D'ENGAGEMENT.....	15
DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE	15
ANNEXE 4 A L'ACTE D'ENGAGEMENT.....	15
BORDEREAU DECOMPOSITION DES PRIX.....	15

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Article 1.1 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ), 16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Cet établissement est une école nationale du Ministère de la Justice.

Article 1.2 - Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de services de sécurité incendie et de gardiennage du bâtiment de l'ENPJJ, sise au 16 rue du Curoir à Roubaix, et de la résidence, sise au 30 rue des Fabricants à Roubaix.

Ces prestations sont détaillées dans le CCTP.

Article 1.3 - Décomposition des prestations en tranches et en lots

Le présent marché est composé d'une seule tranche et d'un seul lot.

ARTICLE 2 – ACHETEUR PUBLIC

Article 2.1 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)

16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Cet établissement est une école nationale de formation du Ministère de la Justice.

Article 2.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Madame la Directrice générale de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

Article 2.3 - Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Régional des finances Publiques, à la Direction Régionale des Finances Publiques Hauts de France et du Nord – 82 avenue Kennedy – BP 70689 59033 Lille - Tél : 03 20 62 42 42 - Fax : 03 20 62 41 19

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Article 3.1 - Identification et engagement du candidat

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes :

- Le présent acte d'engagement et ses annexes dont le bordereau des prix unitaires et la décomposition du prix global et forfaitaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Le règlement de la consultation.

et conformément à leurs clauses et stipulations,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

This image shows a full page of white paper with horizontal dashed lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page, providing a guide for handwriting practice. There are no margins, text, or other markings on the page.

Article 3.2 - Répartition des prestations (en cas de groupement conjoint)

Désignation des membres du groupement conjoint	<i>Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint</i>	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

NB : le soumissionnaire peut joindre tout tableau qu'il jugera utile en lieu et place de celui-ci pourvu qu'il permette de différencier la prestation réalisée et la somme à verser à chaque cotraitant.

Article 3.3 - Compte(s) à créditer

Joindre ou coller ici le(s) relevé(s) d'identité bancaire ou postale correspondant(s)

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit :

- du compte ouvert au nom de :
- nom de la banque
- code banque..... code guichet..... clé.....

- du compte ouvert au nom de :
- nom de la banque
- code banque code guichet clé.....

- du compte ouvert au nom de :
- nom de la banque
- code banque code guichet clé.....

- du compte ouvert au nom de :
- nom de la banque
- code banque code guichet clé.....

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Article 3.4 - Début, durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

La date prévisionnelle de début du marché est fixée le 01 novembre 2025 **ou à réception de la notification si elle est postérieure**. Son exécution est soumise à l'envoi au titulaire d'un ordre de service précisant la date de début d'exécution des prestations.

Le marché est conclu **pour une période de 3 ans renouvelable une fois 1 an par demande** expresse du pouvoir adjudicateur à compter de la date de commencement d'exécution du marché.

Article 3.5 - Délai de validité de l'offre

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

ARTICLE 4 – PRESTATIONS SOUS TRAITEES

L'annexe 1 (DC4) du présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, le montant des prestations sous-traitées indiqué dans cette annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la

date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

..... € HT

.....(en lettres)

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation au pouvoir adjudicateur; les sommes figurant sur ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Nature de la prestation	Montant HT de la prestation
Total HT de l'ensemble des prestations	

ARTICLE 5 –SIGNATURE DE L’OFFRE PAR LE CANDIDAT

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

ARTICLE 6 - ACCEPTATION DE L’OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

Elle est complétée par les annexes suivantes (cocher la case correspondante) :

- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d’un sous-traitant (*formulaire DC4*) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la réponse du candidat à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (*formulaire OUV7*) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché public ou de l’accord-cadre ;
- ☐ Autres annexes (*à préciser*) ;
 - ☒ Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
 - ☒ Bordereau des prix unitaires (BPU),
 - ☐ Bordereau de décomposition des prix (BDP).

Pour l'État et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : , le

ARTICLE 7 – DATE D'EFFET DU MARCHÉ

Reçu notification du marché le

Le titulaire

ou

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché

Signé le par l'entrepreneur destinataire.

Le (date d'apposition de la signature ci-après)

Pour le représentant légal du pouvoir adjudicateur

ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

DC 4 « ACTE DE SOUS-TRAITANCE »

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice)

- Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) 16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

- Personne habilitée à donner les renseignements (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation)

Marché adapté d'exécution de prestations de services de sécurité incendie et de gardiennage des bâtiments de l'ENPJJ, sise au 16 rue du Curoir à Roubaix, et de la résidence, sise au 30 rue des Fabricants à Roubaix.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum hors TVA :

■ Modalités de variation des prix :

G - Conditions de paiement

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ NON ☐ OUI

(Cocher la case correspondante)

H - Capacités du sous-traitant

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-

-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) **Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir

entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
 - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;
- i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

A _____, le _____ A _____, le _____

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____, le

L - Notification de l'acte spécial au titulaire

ANNEXE 2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Voir fichier (seule la dernière publiée sur le site fait foi)

ANNEXE 3 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Voir fichier (seule la dernière publiée sur le site fait foi)

ANNEXE 4 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

BORDEREAU DECOMPOSITION DES PRIX

Voir fichier (seule la dernière publiée sur le site fait foi)



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*